

**Conseil de sécurité**

Distr. générale
19 octobre 2015
Français
Original : anglais

Lettre datée du 15 octobre 2015, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent de l'Espagne auprès de l'Organisation des Nations Unies

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint une lettre du Président du Comité international de la Croix-Rouge datée du 5 octobre 2015, qui énonce les principes déontologiques applicables aux services de santé en période de conflit armé ou dans d'autres situations d'urgence (voir annexe).

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document du Conseil de sécurité.

(Signé) Román Oyarzun Marchesi



**Annexe à la lettre datée du 15 octobre 2015 adressée
au Secrétaire général par le Représentant permanent
de l'Espagne auprès de l'Organisation des Nations Unies**

J'ai le plaisir de vous faire tenir ci-joint le document intitulé « Principes déontologiques applicables aux services de santé en période de conflit armé ou dans d'autres situations d'urgence » (voir pièce jointe). Ce code commun régissant les activités des professionnels de la santé a été adopté par l'Association médicale mondiale, le Comité international de médecine militaire, le Conseil international des infirmières et la Fédération internationale pharmaceutique, et approuvé par la Fédération internationale des associations d'étudiants en médecine.

Ces organisations, qui représentent plus de 30 millions de professionnels de la santé des sphères tant civile que militaire, ont été consultées par le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) dans le cadre du projet « Les soins de santé en danger », lancé par le Mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge en vue d'améliorer les conditions de sécurité entourant la prestation de soins de santé dans les situations de conflit armé et les autres situations d'urgence.

En 2011, dans le cadre du projet « Les soins de santé en danger », le CICR a commencé à analyser des données sur des incidents violents qui avaient nui à la prestation de soins de santé. Dans son dernier rapport, publié en avril 2015, il a analysé des données sur 2 398 incidents, recueillies dans 11 pays entre janvier 2012 et décembre 2014. Il y a notamment révélé que nombre de professionnels de la santé étaient victimes de menaces et contraints à déroger aux principes déontologiques de leur profession ou à offrir des soins médicaux gratuits. Ceux-ci étaient battus, blessés, arrêtés, voire parfois tués.

Le texte ci-joint, qui énonce un ensemble concis de principes communs acceptés par les professionnels de la santé, aussi bien civils que militaires, a également pour but d'appeler les États, les organisations, les milieux universitaires et les particuliers à s'intéresser à la question des violences dirigées contre les professionnels de la santé et à adopter une position commune contre toutes les violations des principes déontologiques qui compromettent la sécurité des services de santé dispensés dans les conflits armés et autres situations d'urgence.

Le droit international humanitaire moderne est né de l'idée selon laquelle pour mieux protéger les blessés et les malades, il est indispensable d'assurer la sécurité du personnel médical, des transports médicaux et des installations de santé. Le consensus international qui s'est dégagé autour de cette idée il y a cent cinquante et un ans a abouti à l'adoption de la première Convention de Genève de 1864.

Cela étant, les conflits armés et autres situations d'urgence qui sont régis par des cadres juridiques autres que le droit international humanitaire se caractérisent souvent par la destruction généralisée de l'infrastructure sanitaire et des attaques visant délibérément le personnel de santé. Ces attaques non seulement entraînent de terribles pertes humaines, mais font également obstacle à la prestation de soins de santé à ceux qui en ont grand besoin. Elles créent des problèmes redoutables pour les systèmes de santé nationaux, qu'elles empêchent de fonctionner efficacement en période d'instabilité et dont elles entravent le relèvement et le développement une fois la stabilité rétablie.

L'ensemble des États parties aux Conventions de Genève sont tenus d'assurer le respect du droit international humanitaire et donc de s'employer à prévenir toute violation des obligations que leur impose cet ensemble de règles de droit à l'égard du personnel médical et des installations de santé. À cet égard, le CICR se félicite de la vive préoccupation exprimée par la communauté internationale durant la soixante-neuvième session de l'Assemblée générale, en 2014, et de l'appel qu'elle a lancé en adoptant quatre résolutions appelant les États à faire en sorte que la prestation de soins de santé se fasse dans de bonnes conditions de sécurité, à renforcer la résilience des systèmes nationaux de santé et à prendre des mesures permettant de prévenir et d'éliminer les violences commises contre les professionnels de la santé. Ces importants progrès accomplis à l'échelon international doivent aujourd'hui être suivis d'initiatives nationales de protection des services de santé. En transposant dans le droit national les obligations découlant du droit international et les principes énoncés dans le code ci-joint et en promouvant le respect grâce à diverses stratégies, notamment la sensibilisation de l'opinion publique, la formation du personnel militaire et la fourniture d'un appui aux organismes de santé, les États seront à même de veiller à ce que les prestataires de soins de santé puissent travailler dans de bonnes conditions de sécurité et dans le plein respect des principes déontologiques de leur profession. La Conférence internationale de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, qui se tiendra en décembre 2015, sera l'occasion pour les États d'exprimer à nouveau leur appui aux efforts déployés à l'échelle internationale pour protéger les services de santé et leur volonté de prendre des mesures concrètes au niveau national.

Je ne doute pas que vous accorderez la plus grande attention à cette initiative et tiens, à cet égard, à vous assurer que l'équipe chargée du projet « Les soins de santé en danger » et le CICR dans son ensemble demeurent déterminés à œuvrer avec vous à la protection des services médicaux.

(Signé) Peter **Maurer**

Pièce jointe

Principes déontologiques applicables aux services médicaux en période de conflit armé ou dans d'autres situations d'urgence

Dans le cadre du projet « Les soins de santé en danger », le Comité international de la Croix-Rouge a tenu des consultations avec l'Association médicale mondiale, le Comité international de médecine militaire, le Conseil international des infirmières et la Fédération internationale pharmaceutique afin que ces organisations s'entendent sur un ensemble commun de principes déontologiques applicables aux services de santé en période de conflit armé ou dans d'autres situations d'urgence. Le présent document, qui est le fruit de ces consultations, est sans préjudice des documents directifs déjà adoptés par ces organisations.

Les organismes de santé civils et militaires ont pour objectif commun d'améliorer la sécurité de leur personnel et de leurs installations médicales et d'offrir, de manière impartiale et efficace, des services de santé dans les conflits armés et autres situations d'urgence;

Se référant au principe d'humanité, qui consiste à prévenir ou atténuer les souffrances humaines partout dans le monde, et au principe d'impartialité, qui veut que les soins de santé soient dispensés sans aucune discrimination;

Ayant à l'esprit les normes du droit international humanitaire, en particulier les Conventions de Genève de 1949 et leurs Protocoles additionnels de 1977, et du droit international des droits de l'homme, en particulier la Déclaration universelle des droits de l'homme (1948), le Pacte international relatif aux droits civils et politiques et le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels (1966);

Tenant compte des principes déontologiques adoptés par les associations professionnelles du secteur de la santé, notamment les Règles de l'Association médicale mondiale en temps de conflit armé et dans d'autres situations de violence;

Adopte les principes déontologiques applicables aux services de santé qui suivent :

Principes généraux

1. Les principes déontologiques régissant les services de santé s'appliquent de la même façon en temps de paix et en période de conflit armé ou dans d'autres situations d'urgence.
2. En toutes circonstances, les professionnels de la santé agissent conformément aux normes pertinentes du droit international et national et aux principes déontologiques applicables aux services de santé, et en accord avec leur conscience; ils dispensent les meilleurs soins possibles compte tenu de l'utilisation équitable des ressources.
3. Les professionnels de la santé ont pour mission première de préserver la santé physique et mentale de leurs patients et d'alléger les souffrances de ceux-ci. Ils dispensent les soins voulus avec humanité, dans le respect de la dignité du patient, sans aucune forme de discrimination, aussi bien en temps de paix qu'en période de conflit armé ou dans d'autres situations d'urgence.

4. Les professionnels de la santé n'utilisent pas les privilèges et facilités qui leur sont accordés en période de conflit armé ou dans d'autres situations d'urgence à d'autres fins que pour répondre aux besoins en matière de soins de santé.

5. Les professionnels de la santé ne sauraient en aucun cas tolérer, quels que soient les arguments avancés pour les justifier, les actes de torture ou les autres traitements cruels, inhumains ou dégradants, en quelque circonstance que ce soit, y compris dans les conflits armés ou d'autres situations d'urgence. Ils ne doivent jamais être présents lors de la commission de tels actes ni y prendre part.

Relations avec les patients

6. Les professionnels de la santé s'emploient à répondre au mieux aux besoins de leurs patients et, chaque fois que cela est possible, avec le consentement exprès de ceux-ci. En cas d'allégeances incompatibles, leur obligation première, du point de vue déontologique, est de servir les intérêts de leurs patients.

7. Dans les conflits armés ou les autres situations d'urgence, les professionnels de la santé sont tenus de faire tout leur possible pour accorder une attention immédiate à leurs patients et leur dispenser les soins voulus. Il n'est fait aucune distinction entre les patients, hormis lorsque le manque de moyens ne permet pas d'offrir un traitement adéquat.

8. Les professionnels de la santé respectent le droit des patients à la confidentialité. Conformément à la déontologie, les professionnels de la santé ne divulguent des renseignements confidentiels qu'avec le consentement du patient ou en cas de danger réel et imminent pour le patient ou d'autres personnes.

9. Les professionnels de la santé mettent tout en œuvre pour garantir le respect de la vie privée des blessés, des malades et des morts, notamment en évitant d'exploiter les soins dispensés aux blessés et aux malades, que ceux-ci soient civils ou militaires, à des fins de propagande ou à des fins politiques.

Protection des professionnels de la santé

10. Les professionnels de la santé, ainsi que les établissements de soins et les transports médicaux, qu'ils soient militaires ou civils, doivent être respectés par tous. Les professionnels de la santé doivent être protégés dans l'exercice de leurs fonctions et bénéficier d'un environnement de travail offrant les meilleures conditions de sécurité possibles.

11. On ne saurait limiter indûment l'accès des professionnels de la santé aux patients, aux établissements de santé et au matériel médical ni l'accès des patients aux établissements de santé et aux professionnels de la santé.

12. Dans l'exercice de leurs fonctions et lorsqu'ils en ont le droit, les professionnels de la santé portent un signe distinctif reconnu sur le plan international, tel que la Croix-Rouge, le Croissant-Rouge ou le Cristal-Rouge, qui témoigne de la protection que leur assure le droit international applicable.

13. Les professionnels de la santé ne doivent jamais être sanctionnés pour s'être acquittés de leurs fonctions dans le respect des normes juridiques et déontologiques.

Dispositions finales

14. En approuvant les présents principes déontologiques applicables aux services de santé, les organisations signataires s'engagent à s'employer à les promouvoir et les appliquer à chaque fois que cela est possible, notamment en les communiquant de façon appropriée à leurs membres.
